



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Marseille le, **23 AVR. 2014**

PREFECTURE
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Mme OUAKI/GILLARDET

☎ 04.84.35.42.61

n°2014-127 MED

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la société JBY CREATION à ROGNAC(13)

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le code de l'Environnement et notamment l'article L171-8,

Vu l'arrêté préfectoral n°13-1990A du 03 juillet 1991 autorisant la société DAHER à exploiter deux entrepôts couverts situés sur la commune de Rognac,

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le récépissé de changement d'exploitant n°2011-1408CE du 25 novembre 2011 délivré à la Société JBY CREATION,

Vu le rapport de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 mars 2014, consécutif à sa visite d'inspection sur l'installation de la Société JBY CREATION, ayant pour objet la conformité de ces entrepôts par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010,

Vu les écarts suivants constatés à l'arrêté ministériel sus-mentionné :

- l'exercice de défense contre l'incendie n'a pas été réalisé (écart n°1)
- les dispositions relatives à la protection contre la foudre n'ont pas été mises en place (écart n°2)
- le séparateur d'hydrocarbures ne fait pas l'objet de vérifications périodiques (écart n°3)
- la mesure des émissions sonores n'a pas été réalisée (écart n°4)
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier :
 - . le débit des poteaux d'incendie,
 - . le fonctionnement de la détection incendie,
 - . la vérification périodique des RIA,
 - . le volume des eaux nécessaires pour la lutte incendie et sa disponibilité (écart n°5)

Vu le courrier de l'Inspection des Installations Classées adressé à l'exploitant le 19 mars 2014, l'informant des conclusions de sa visite d'inspection,

Vu l'avis du Sous Préfet d'Istres en date du 16 avril 2014,

Considérant que les fiches d'écarts ont fait l'objet de réponses satisfaisante de la part de l'exploitant,

Considérant néanmoins, qu'il y a lieu d'encadrer les délais de réalisations impartis à l'exploitant, afin d'encadrer les travaux de mise en conformité relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie (écarts n°1 et n°5),

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant, un délai quant à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures (écart n°3),

Considérant qu'il y a lieu d'encadrer les délais de réalisations impartis à l'exploitant pour les fiches d'écarts n°1, 3 et 5,

Considérant la nécessité d'imposer à la société JBY CREATION de respecter les dispositions réglementaires nécessaires à prévenir les risques et à limiter les nuisances visées aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'en application de l'article L171-8-I du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure celui-ci de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

Article 1

La société JBY CREATION, dont le siège social est situé 277 Avenue Lavoisier ZI Nord - 13340 ROGNAC, est mise en demeure de respecter, pour ses deux entrepôts, à la même adresse, les dispositions rappelées ci-après de l'arrêté ministériel 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 :

| Articles | Nature de la prescription | Délai |
|----------|---|--------|
| 2.2.10 | Réalisation d'un exercice contre l'incendie | 6 mois |
| | Mise en conformité de la détection incendie dans les entrepôts | 6 mois |
| | Évaluation des besoins en eaux pour la lutte incendie | 1 mois |
| | Vérification des débits des poteaux incendie | 2 mois |
| 2.4.6 | Vérification des RIA | 2 mois |
| 3.4 | Entretien du séparateur d'hydrocarbures et mise en place d'une procédure d'entretien régulier | 1 mois |

Article 2

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la Société JBY CREATION et publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 5

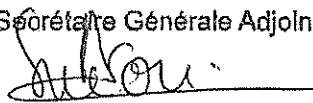
Les droits des tiers sont et demeurent expressément inchangés

Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
Le Sous-Préfet d'Istres,
Le Maire de la commune de Rognac,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI

